

RAPPORT FINANCIER

2024



المغربية للإيجار

**MAROC LEASING**

Partenaire de votre croissance

[www.marocleasing.ma](http://www.marocleasing.ma)

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>PRESENTATION DE MAROC LEASING .....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION .....</b>	<b>6</b>
<b>3</b>	<b>RAPPORT DES COMISSAIRES AUX COMPTES .....</b>	<b>13</b>
<b>4</b>	<b>GOVERNANCE .....</b>	<b>17</b>
<b>5</b>	<b>DISPOSITIF GLOBAL DES RISQUES .....</b>	<b>19</b>
<b>6</b>	<b>DISPOSITIF DU CONTROLE PERMANENT .....</b>	<b>25</b>
<b>7</b>	<b>DISPOSITIF DE CONFORMITÉ .....</b>	<b>25</b>
<b>8</b>	<b>GOVERNANCE DU SYSTEME D'INFORMATION .....</b>	<b>29</b>
<b>9</b>	<b>RAPPORT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL.....</b>	<b>31</b>
<b>10</b>	<b>Liste des Communiqués de Presse .....</b>	<b>35</b>
<b>11</b>	<b>ANNEXES : COMPTES SOCIAUX ANNUELS .....</b>	<b>36</b>

## 1 PRESENTATION DE MAROC LEASING

### Maroc Leasing : Le pionnier du leasing au Maroc

Maroc Leasing, fondée en 1965 et experte en crédit-bail pour les actifs mobiliers et immobiliers à destination des professionnels et aux entreprises, est le précurseur du leasing au Maroc.

Le crédit-bail est une solution de financement souple, économique et fiscalement avantageuse, permettant aux entrepreneurs de se concentrer sur le cœur de leur activité et de préserver leur trésorerie ainsi que leur fond de roulement. Il exige des garanties réduites auprès des bénéficiaires et offre une solution efficace pour le financement du développement pour les sociétés et le renouvellement de leurs équipements.

Maroc Leasing, une filiale du groupe Banque Populaire, est cotée à la Bourse de Casablanca et bénéficie d'une solide expérience de 60 ans. Grâce à cette longévité, l'entreprise a acquis une expertise et un savoir-faire reconnus dans son domaine. Elle est également la première société de leasing à être **certifiée ISO 9001 version 2015** sur le marché marocain, ce qui assure son dévouement envers ses clients et la qualité de ses services proposés

Les valeurs autour desquelles Maroc Leasing a construit sa réussite sont la flexibilité de financement en crédit-bail, la réactivité avec ses clients ainsi que la proximité à travers son réseau d'agences propres et celui de la banque populaire.

## 1.1 CADRE GENERAL

<b>Dénomination sociale</b>	MAROC LEASING
<b>Activité</b>	Financement en crédit-bail de biens mobiliers et immobiliers
<b>Date de constitution</b>	21 Avril 1965
<b>Siège social</b>	57 Angle Bd Abdelmoumen et rue Galien – Casablanca Tel: (212) 022 42 95 95 (L.G) Fax: (212) 022 42 95 00 <a href="http://www.marocleasing.ma">www.marocleasing.ma</a>
<b>Capital social</b>	277 676 800,00 MAD
<b>Actionnaires</b>	Banque Centrale Populaire .....53,11 % Holdparts -Groupe BCP.....34,01 % The Arab Investment Company.....5,74 % Flottant en bourse.....7,14 %
<b>Dirigeants</b>	Président du Conseil d'Administration : M. Naziha BELKEZIZ Directeur Général : M. Aziz BOUTALEB

## 1.2 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2024

### ➤ **Changement de gouvernance :**

- **Présidence du Conseil d'Administration :** Nomination le 10 Décembre 2024 de Mme. Naziha BELKEZIZ en tant que présidente du Conseil d'Administration de Maroc Leasing
- **Direction Générale de Maroc Leasing :** Nomination le 16 Mai 2024 de M. Aziz BOUTALEB en tant que Directeur Général de Maroc Leasing.

### ➤ **Performance de réalisation de l'encours financier**

L'encours financier de Maroc Leasing s'élève à 12,88 MMDH avec une progression de 1,4% par rapport à fin Décembre 2023, ce qui lui confère la première position sur le marché du Crédit-Bail.

### ➤ **Mise en place d'une plateforme de gestion des réclamations client**

En 2024, Maroc Leasing a renforcé sa performance en améliorant son service client grâce au déploiement d'une plateforme dédiée à la gestion des réclamations. Cette initiative vise à :

- Optimiser le traitement des réclamations : Réduction des délais de réponse et amélioration de la satisfaction client.
- Digitaliser les processus : Automatisation du suivi des réclamations pour plus de transparence et d'efficacité.
- Améliorer l'expérience client : Interface accessible et traçabilité des demandes pour un service plus réactif.

Cette modernisation s'inscrit dans une stratégie globale d'innovation et de qualité de service, consolidant la position de Maroc Leasing comme acteur clé dans le secteur du leasing au Maroc.

#### ➤ **Déploiement de l'espace client portail ML NET**

Conformément à son plan de développement stratégique, visant à mettre le client au centre de ses orientations stratégiques, Maroc Leasing a mis en place une nouvelle version de son portail Espace Client MLNET.

MLNET est une nouvelle version plus moderne et ergonomique qui s'inscrit dans une démarche d'alignement avec les évolutions du digital, offrant ainsi une plateforme qui reflète davantage l'image de Maroc Leasing tout en améliorant sa qualité du service et ses performances.

MLNET propose plusieurs fonctionnalités à forte valeur ajoutée :

- Consultation des contrats : Accès 24h/24 et 7j/7 au statut et aux informations détaillées des contrats, y compris la description des biens loués, les échéanciers, la domiciliation bancaire, et la situation client.
- E-documents : Impression, en toute autonomie et à distance, des échéanciers, factures, contrats et documents contractuels du client.
- Demande SAV : Initiation et suivi des demandes de mainlevée, autorisation de sortie, changement de domiciliation bancaire ou d'adresse de facturation.
- Simulation financière : Obtention d'une première estimation rapide et simple des mensualités leasing grâce à notre simulateur en ligne.

## **2 RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

### **2.1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE**

#### **Environnement économique international**

La croissance mondiale se stabilise alors que l'inflation converge vers les niveaux cibles et que l'assouplissement des politiques monétaires soutient l'activité économique. Ces facteurs devraient conduire à une expansion modérée de la croissance mondiale de 2,7 % en 2025-2026. Ces perspectives apparaissent toutefois insuffisantes pour compenser les dommages causés par plusieurs années de chocs négatifs. Une incertitude politique accrue et une évolution défavorable des politiques commerciales constituent les principaux risques baissiers. Parmi les autres risques figurent une intensification des tensions géopolitiques, une inflation plus élevée qu'anticipée et des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents. Une action déterminée des pouvoirs publics est indispensable pour préserver les échanges commerciaux, remédier aux vulnérabilités liées à la dette, lutter contre le changement climatique, assurer la stabilité des prix, accroître les recettes et rationaliser les dépenses, promouvoir le capital humain et favoriser l'inclusion sur le marché du travail.

#### **Perspectives régionales :**

Les régions des économies émergentes et en développement affichent des perspectives de croissance contrastées cette année. La croissance devrait s'affaiblir en Asie de l'Est et Pacifique ainsi qu'en Europe et Asie centrale, alors que plusieurs grandes économies de ces régions accusent une perte de vitesse. Elle devrait au contraire repartir à la hausse en Amérique latine et Caraïbes, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi qu'en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, soutenue par une demande intérieure robuste. En 2026, la croissance devrait se raffermir dans la plupart des régions. Les risques pesant sur la croissance demeurent essentiellement baissiers, du fait notamment d'une évolution défavorable des politiques commerciales mondiales. S'y ajoutent d'autres menaces : une intensification des conflits, une croissance plus faible dans les grandes économies, une inflation plus élevée et le ralentissement subséquent de l'assouplissement des politiques monétaires, ainsi que la survenue de catastrophes naturelles dues au changement climatique.

## 2.2 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL

La croissance économique nationale devrait se renforcer en 2025 après une décélération attendue en 2024. Elle devrait bénéficier de la reprise modérée du secteur agricole, du maintien du dynamisme du secteur secondaire et de la poursuite de la bonne tenue des activités tertiaires.

La demande intérieure devrait continuer de soutenir l'activité économique, tirant profit de l'amélioration des revenus et de l'orientation favorable de l'investissement. La vigueur des recettes voyages, combinée à la bonne tenue des transferts des marocains résidant à l'étranger, devrait contribuer à contenir le déficit courant à un niveau modéré. Le déficit budgétaire devrait enregistrer un léger creusement en 2025 après un allègement entamé en 2021.

### Perspectives de l'économie nationale en 2024 par secteur

La campagne agricole 2024/2025 devrait se caractériser par des conditions climatiques relativement plus favorables que celles de la campagne précédente qui a connu un déficit pluviométrique sévère, menant à une production céréalière limitée. Ainsi, la valeur ajoutée agricole devrait évoluer de 4,1% en 2025, sous l'hypothèse d'une production céréalière inférieure à la moyenne, après un repli de 5% estimé en 2024.

**Les activités non agricoles** auraient affiché une progression de 3,8% en 2024 et devraient évoluer de 3,6% en 2025, soutenues par la dynamique continue du secteur du BTP, des activités minières, et des activités industrielles, ainsi que par la poursuite de la bonne tenue des activités du commerce, du tourisme et du transport.

**L'activité industrielle**, représentant 59% de la valeur ajoutée secondaire en moyenne entre 2019 et 2023, devrait connaître un accroissement de 3,7% en 2025 après une amélioration attendue de 4% en 2024. L'activité des industries chimiques, stimulée par un accroissement de la demande extérieure, aurait connu un rebond de 12,9% en 2024 contre seulement 1,2% en 2023, grâce au raffermissement de l'industrie des engrais chimiques orientée vers l'export. Celle-ci aurait tiré profit de la limitation des exportations chinoises et russes en engrais phosphatés face à une demande accrue en provenance de l'Inde et du Brésil. En 2025, les industries chimiques devraient maintenir leur dynamique quoiqu'en ralentissement, en liaison avec la poursuite prévue de l'amélioration de la demande extérieure pour ces produits. Par ailleurs, les industries du matériel du transport

auraient enregistré une croissance remarquable de 14,4% en 2024, grâce à l'implantation de nouveaux équipementiers et l'extension des usines de l'automobile qui auraient permis d'accroître les capacités de production. De plus, la hausse des ventes dans l'assemblage et les systèmes d'interconnexion du câblage électrique auraient soutenu l'industrie aéronautique.

En 2025, ces industries devraient poursuivre leur dynamisme avec une croissance de l'ordre de 9,6%, profitant des investissements directs étrangers dans le secteur de l'automobile, qui devraient permettre d'introduire de nouvelles technologies et de renforcer la production nationale, notamment celles des batteries électriques.

**L'industrie textile** devrait continuer de pâtir de la faible compétitivité sur le marché mondial, de la forte dépendance aux marchés européens et de la prédominance des activités informelles, dans un contexte des coûts élevés de l'énergie et de la faiblesse de l'amont textile local. De ce fait, sa valeur ajoutée aurait connu une croissance négative de 3% en 2024 avant de s'améliorer légèrement de 1,7% en 2025.

**L'activité de l'industrie agroalimentaire**, représentant 27,5% de la valeur ajoutée industrielle en moyenne entre 2019 et 2023, devrait enregistrer une croissance modérée de près de 1,3% en 2025, au lieu 0,9% estimée en 2024 et un recul de 0,2% en 2023, suite aux retombées relativement favorables de l'amont agricole.

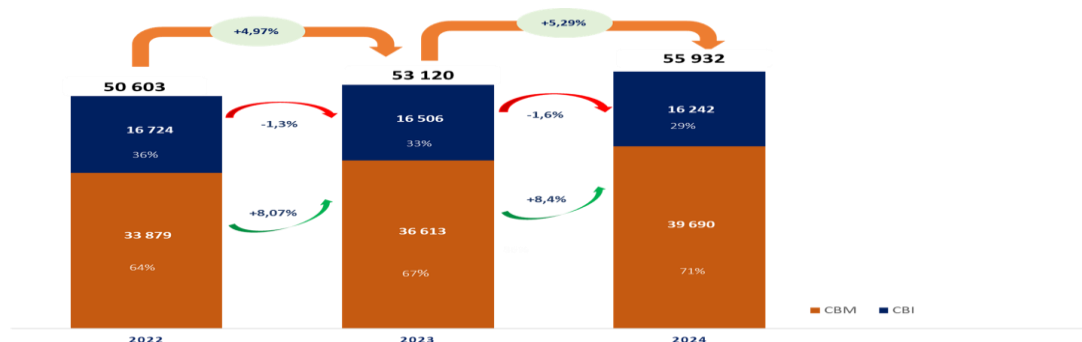
**Les activités du secteur du BTP** devraient poursuivre leur progression avec une croissance de 3,8%, au lieu de 4,2% estimée en 2024 après un repli de 0,4% en 2023. Cette dynamique devrait être soutenue par la diminution progressive des prix des matériaux de construction et par l'allègement des conditions de financement, encourageant l'investissement des promoteurs immobiliers. En outre, elle devrait bénéficier de l'accélération des projets d'infrastructures hydrauliques et énergétiques et ceux liés à l'organisation de grandes manifestations sportives, ainsi que de la poursuite des mesures en faveur de l'accès au logement et du programme de reconstruction et de réhabilitation des zones sinistrées

**Le secteur tertiaire**, principalement orienté vers le marché intérieur, devrait continuer de soutenir la croissance économique en 2025, avec une progression de 3,5% après 3,2% prévue en 2024.

## 2.3 EVOLUTION DU MARCHÉ DU CRÉDIT-BAIL AU MAROC

### ▪ Encours financier

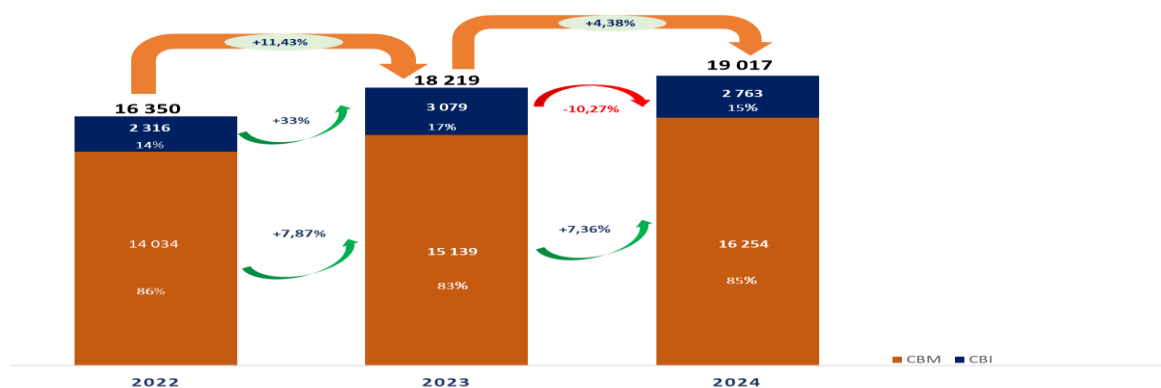
A fin décembre 2024, le marché du crédit-bail affichait un encours financier de 55 932 MMAD, soit une hausse de 5,29% par rapport à fin décembre 2023.



### ✓ Par type de produit:

- L'encours CBM représente 71% du total, en hausse de 8,4% par rapport à fin décembre 2023 ;
- L'encours CBI représente 29% du total, en baisse de 1,6% par rapport à fin décembre 2023.

### ▪ Production



Le marché national de crédit-bail a connu une hausse, avec une production de 19 017 MDH au 31/12/2024 contre 18 219 MDH en 2023, soit un taux de croissance du secteur de 4,38%.

## 2.4 BILAN D'ACTIVITÉ DE MAROC LEASING

### ➤ Répartition par type de bien de l'encours financier et la production

Nature de bien	Encours Financier		Evol.	Production	
	déc-24	déc.-23		déc-24	déc.-23
CBM	8 384 742	8 014 141	4,62%	3 248 092	3 252 102
CBI	4 495 260	4 689 058	-4,13%	562 332	902 197
<b>TOTAL</b>	<b>12 880 002</b>	<b>12 703 199</b>	<b>1,39%</b>	<b>3 810 424</b>	<b>4 154 299</b>

L'encours financier à fin décembre 2024 s'établit à 12,88 MMDH en hausse de 1,4% par rapport à fin décembre 2023 et se répartie comme suit :

- L'encours CBM représente 65% de l'encours financier global ;
- L'encours CBI représente 35% de l'encours financier global.

### ➤ Répartition sectorielle de la production

La répartition sectorielle de la production de Maroc Leasing en 2024 se présente comme suit :

SECTEUR	M N T	%
SERVICE	1 457 708	38%
INDUSTRIE	892 780	23%
TRANSPORT	549 839	14%
COMMERCE	447 070	12%
BTP	463 027	12%
<b>TOTAL</b>	<b>3 810 424</b>	<b>100%</b>

La production du secteur « service » totalise 1 458 MMAD et représente ainsi une part de 38% de la production globale ;

Le secteur « Industrie », représente 23% de la production globale ;

Le secteur « Transport » en troisième position, représente 14% de la production globale ;

Ces trois secteurs représentent plus de 76% de la production globale.

## 2.5 SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2024

Au niveau des ressources, l'encours des financements au 31 décembre 2024 a atteint 9 696 MDH contre 9 529 MDH en 2023.

Concernant les produits d'exploitation, le chiffre d'affaires hors taxes, principale composante de ces produits, a atteint un montant de 3 937 MDH contre 3 788 MDH l'exercice précédent ;

Au niveau des charges d'exploitation, les charges financières se sont élevées à 425,33 MDH contre 403,72 MDH en 2023, en hausse de 5,4% ;

Les charges sur immobilisations en crédit-bail ont totalisé la somme de 3 292 MDH contre 3 176 MDH en 2023.

Le Produit Net Bancaire, quant à lui, s'établit à 379,18 MDH contre 409,64 MDH en 2023, soit une baisse de 7,4%. ;

Les charges générales d'exploitation ont totalisé la somme de 100,24 MDH contre 94,07 MDH en 2023, en hausse de 6,56% :

- Les frais du personnel se sont élevés à 56,03 MDH contre 52,97 MDH en 2023 ;
- Les impôts et taxes ont totalisé un montant de 720 MDH ;
- Le poste des charges externes a atteint à fin décembre 2024 un montant de 31,19 MDH contre 28,56 MDH en 2023.

Le compte de provisions pour créances en souffrance a enregistré une dotation de 149,13 MDH au 31/12/2024 contre 167,48 MDH en 2023 ;

Les autres dotations aux provisions affichent un montant de 51,46 MDH contre 49,94MDH une année auparavant ;

Le cout du risque net se situe à 97 MDH contre 135 MDH, en baisse de 27,8% par rapport à décembre 2023 ;

Le résultat net s'établit à 105 MDH, en hausse de 1,1% par rapport à décembre 2023.

Les principaux indicateurs financiers se présentent comme suit :

En KDH	2024	2023	EVOL
Encours financier	12 880 002	12 703 199	1,4%
Produit d'exploitation bancaire	4 096 724	3 989 734	2,7%
Charges financières	425 332	403 726	5,4%
Charge des immobilisations en crédit-bail et en location	3 291 677	3 176 008	3,6%
Produit Net Bancaire (PNB)	379 186	409 648	-7,4%
Charges générales d'exploitation	100 241	94 074	6,6%
Dotations aux provisions nettes de reprises	97 240	134 679	-27,8%
Résultat Net	105 304	104 173	1,1%

## 2.6 PERSPECTIVE 2025

En 2025, Maroc Leasing poursuivra la mise en œuvre de son plan de développement stratégique, et reste engagée pour accompagner le financement de la relance de l'économie marocaine. Maroc Leasing aborde 2025 avec détermination, en s'appuyant sur la synergie avec le Groupe Banque Populaire, et se mobilise au côté de ses clients pour les accompagner sur le chemin de la reprise économique. Aussi, au vue des perspectives de reprise, Maroc Leasing renforce son positionnement et ambitionne de recruter davantage les TPE, non encore servies par le financement leasing et qui constituent un important levier de croissance, et ce tout en veillant à la maîtrise du risque.

### 3 RAPPORT DES COMISSAIRES AUX COMPTES



76, Bd Abdelmoumen  
Résidence Koutoubia, 7ème étage  
Casablanca - Maroc



Lot 57 Tour CFC - Casa Anfa  
20220 Hay Hassani  
Casablanca Maroc

Aux Actionnaires de  
**MAROC LEASING S.A.**  
57, angle rue Pinel Bd. Abdelmoumen  
Casablanca

#### **RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2024**

##### Audit des états de synthèse

##### **Opinion**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de Maroc Leasing S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2024, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 1 279 549 dont un bénéfice net de KMAD 105 304.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de Maroc Leasing S.A. au 31 décembre 2024, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

##### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

##### **Questions clés de l'audit**

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

**MAROC LEASING S.A.**

**Page 2**

## **Identification et évaluation du risque de crédit sur les immobilisations données en crédit-bail**

### **Risque identifié**

Les immobilisations données en crédit-bail sont porteuses d'un risque de crédit qui expose Maroc Leasing à une perte potentielle si les clients ou les contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. Maroc Leasing constitue des provisions destinées à couvrir ce risque.

Ces provisions sont déterminées en application des principes du Plan Comptable des Établissements de Crédit (PCEC) et notamment selon les dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions, qui présente les critères à minima.

L'évaluation des provisions en couverture des engagements sur la clientèle requiert :

- L'identification des engagements en souffrance ;
- L'évaluation du montant des provisions en fonction des différentes catégories de classification des engagements et de l'évaluation de la valeur marchande des biens.

Au 31 décembre 2024, le montant des provisions pour dépréciation sur les créances en souffrance s'élève à MMAD 804 ; il ramène l'encours des immobilisations données en crédit-bail à un montant net de MMAD 12 933.

Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit relatif aux immobilisations données en crédit-bail ainsi que l'évaluation des provisions y afférentes constituent un point clé de l'audit, ces éléments présentant des montants significatifs et faisant appel pour certains aspects au jugement et aux estimations de la direction.

### **Réponse d'audit**

Nous avons examiné le dispositif de contrôle interne et testé les contrôles clés manuels et informatisés que nous avons jugés clés pour notre audit, relatifs à la revue du portefeuille, l'identification des encours en souffrance et au calcul des provisions.

Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :

- Prendre connaissance des principales conclusions des comités spécialisés chargés du suivi des créances sensibles ou en souffrance ;
- Etudier la conformité au PCEC et notamment à la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib des principes mis en œuvre par Maroc Leasing ;
- Revoir la classification des créances relatives aux immobilisations données en crédit-bail ;
- Tester le calcul des provisions pour une sélection de créances en souffrance.

## **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**MAROC LEASING S.A.**

**Page 3**

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes de la Profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;



## 4 GOUVERNANCE

Maroc Leasing est dotée d'une organisation et structure de gouvernance intégrée, lui permettant de repérer les risques auxquels elle est confrontée, de mettre en œuvre un système de contrôle interne adéquat et efficace et d'établir un système de suivi et de réajustement.

La responsabilité du contrôle, de la mesure et de la supervision des risques est partagée entre d'une part le Conseil d'Administration et les comités émanant du conseil et d'autre part la direction et les comités internes.

### 4.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est responsable de la solidité financière de Maroc Leasing. Il définit ses orientations stratégiques, y compris sa politique de développement, et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois en 2024, et se compose comme suit :

Nom et Prénom	Fonction	Date première de Nomination en tant qu'administrateur	Expiration du mandat
Madame Naziha BELKEZIZ	Président du Conseil D'administration	10-Déc-24	A.G.O Exercice 2027
M. Mohammed Kamal MOKDAD	Administrateur	19-fév-21	A.G.O Exercice 2027
M. Jalil SEBTI	Administrateur	19-fév-21	A.G.O Exercice 2027
M. Abdeslam BENNANI	Administrateur	05-fév-15	A.G.O Exercice 2027
M. Hassan DEBBAGH	Administrateur	30-sept-21	A.G.O Exercice 2027
M. Hassan MOURAD	Administrateur	11-mai-18	A.G.O Exercice 2027
M. Zaid ARFAOUI	Administrateur	30-sept-09	A.G.O Exercice 2027

### 4.2 COMITÉS ÉMANANT DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION

#### 4.2.1 Comité d'Audit et des Risques

Nom et Prénom	Fonction
M. Hassan DEBBAGH	Membre du Comité d'Audit et des Risques
M. Abdeslam BENNANI	Membre du Comité d'Audit et des Risques

### **4.3 COMITÉS ÉMANANT DE L'ORGANE DE DIRECTION**

Les comités internes sont des organes de décisions ou de suivi. Les principaux Comités ainsi que leurs prérogatives sont présentés comme suit :

#### **4.3.1 Comité de direction**

Le comité de direction a pour principales attributions :

- Mettre en œuvre les directives du Conseil d'Administration ;
- Réaliser le suivi des décisions prises par le Conseil d'Administration ;
- Suivre les réalisations des différents domaines d'activités de Maroc Leasing : (commercial, recouvrement, finance, ...).

#### **4.3.2 Comité de suivi du plan stratégique**

- Evaluer la position stratégique de Maroc Leasing, compte tenu de l'évolution de son environnement et de ses segments de clientèle ainsi que ses axes de développement à moyen et long terme ;
- Etablir la stratégie commerciale & Marketing et veiller à son application ;
- Suivre les projets stratégiques et décider des priorités ;
- Suivre les plans d'action découlant du Plan Moyen Terme.

#### **4.3.3 Comité de suivi des Plans d'action Risques & Audit**

- Suivre la mise en application des recommandations émises par le Comité d'Audit, les Commissaires Aux Comptes, l'Inspection Générale Groupe et l'Audit interne ;
- Suivre le plan d'action adopté par la fonction des Risques et de la Conformité.

#### **4.3.4 Comité de Performance**

- Apprécier la performance des processus ;
- Déterminer les mesures à prendre pour améliorer la performance des Processus ;
- Suivre les projets en cours.

#### **4.3.5 Comité ALM**

- Définir et mettre en œuvre la stratégie à court et moyen-long termes en matière de gestion globale du bilan (Liquidité et taux) ;
- Optimiser le couple risque/rentabilité en fonction des évolutions du marché et de la stratégie clientèle ;
- Améliorer le coût de refinancement ;
- Prévoir et gérer les impasses de liquidité et de taux.

#### **4.3.6 Comité de Crédit**

- Statuer sur tout élément lié au risque de crédit encouru par Maroc Leasing ;

- Quand la demande de financement dépasse 30 MDHS par client y compris l'encours financier, un comité élargi nommé « Comité Grands Risques » se tient avec la participation de deux membres externes à Maroc Leasing.

#### **4.3.7 Comité de Recouvrement et Créances sensibles**

- Arrêter la liste des créances en souffrance et suivre leur évolution ;
- Valider les dossiers à transférer au contentieux ;
- Examiner l'état d'avancement des dossiers gérés en précontentieux ;
- Valider le choix de l'avocat à la phase précontentieuse.

#### **4.3.8 Comité Système d'Information & Sécurité**

- Valider le schéma directeur SI ;
- Suivre les projets SI ;
- Valider le périmètre des tests d'intrusion ;
- Apprécier le niveau de sécurité du Système d'Information ainsi que les actions correctives et préventives.

#### **4.3.9 Comité Déontologique & Ethique**

- S'assurer de l'application des règles déontologiques et éthiques ;
- Se prononcer sur les cas et faits de déontologie et d'éthique ;
- Suivre le plan d'action établi par l'entité chargée de la déontologie et de l'éthique.

#### **4.3.10 Comité de Sécurité & Hygiène**

- S'assurer de l'application des dispositions relatives à la sécurité et la protection de la santé ;
- Veiller au bon entretien et au bon usage des dispositifs de protection des salariés contre les risques professionnels ;
- Porter une appréciation sur le fonctionnement du service médical assuré par le médecin de travail.

## **5 DISPOSITIF GLOBAL DES RISQUES**

### **5.1 RISQUE DE CRÉDIT**

Maroc Leasing est conforme aux différentes dispositions réglementaires mises en place par Bank Al Maghrib pour la gestion de risques crédit. Plusieurs techniques préventives ou à posteriori sont utilisées :

- Sécurité et rentabilité des opérations ;
- Diversification des risques ;
- Sélection stricte des dossiers lors de l'octroi ;

- Séparation entre les fonctions de l'activité « Commerciale » et celle de l'appréciation et évaluation des demandes de crédit « Engagement », ainsi que du « contrôle des risques » ;
- Collégialité de la décision par l'instauration des Comités de crédit et de suivi des créances en souffrance et de créances sensibles ;
- Détection précoce de défaillance des contreparties ;
- Réactivité dans le recouvrement ;
- Veille Réglementaire.

### **5.1.1 SYSTÈME DE SCORING ET DE NOTATION**

Le système de notation interne fait partie intégrante du dispositif d'évaluation, de maîtrise et de surveillance du risque de crédit de Maroc Leasing. Il couvre l'ensemble des méthodes, procédés, outils et contrôles qui permettent l'évaluation de ce risque et prend en compte le paramètre fondamental qui est la probabilité de défaut (PD) correspondant à une échelle de notation. Cette démarche s'inscrit dans le processus de gestion globale du risque de crédit dont l'objectif est de détecter en amont les signes de détérioration potentielle des contreparties et répondre aux exigences réglementaires en la matière.

### **5.1.2 Concentration sectorielle**

Maroc Leasing dispose d'un dispositif de gestion et de suivi du risque de concentration sectorielle. Il s'articule autour de règles et normes qui consistent à combiner la mesure du degré de sinistralité des secteurs avec leurs potentiels de développement. Ce dispositif constitue une composante importante du processus de planification stratégique du développement du portefeuille.

### **5.1.3 Suivi des créances sensibles**

Le dispositif de gestion des créances sensibles a pour objectif de déceler suffisamment à l'avance les créances présentant certains critères, et préservant dans le temps le potentiel du recouvrement éventuel.

Ce dispositif concerne tous les clients présentant des anomalies par rapport aux conditions d'utilisation des financements accordés ou des signaux significatifs de détérioration potentielle de la qualité du risque de contrepartie.

L'identification et le suivi de ces créances s'opèrent conjointement par les fonctions risques, financière et recouvrement avec un passage au comité pour validation et constitution de provisions.

#### **5.1.4 Stress tests**

Maroc Leasing conduit un exercice régulier de stress tests qui consiste à s'assurer de sa capacité à résister à des scénarii de dégradation extrêmes inattendus et à en mesurer l'impact des facteurs de risque sur sa capacité de résistance en termes de solvabilité et de rentabilité. Ces stress tests s'appuient sur des textes réglementaires ou définis en interne le cas échéant.

Ce dispositif fait partie intégrante du dispositif de gestion de pilotage des risques et participe au processus de planification des fonds propres et des exigences réglementaires.

### **5.2 RISQUES DE LIQUIDITÉ ET DE TAUX**

Dans le cadre du renforcement de son système de pilotage et de ses outils d'aide à la décision, Maroc Leasing dispose d'un système de gestion actif-passif (ALM). L'objectif est d'optimiser les stratégies de refinancement et d'assurer l'adéquation entre emplois et ressources en termes de volume et de profils d'amortissement, tout en optimisant la gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt.

#### **5.2.1 Risque de liquidité**

Ce risque revêt un caractère particulier dans le cas des sociétés de financement, à l'instar des banques, dont l'objectif est de maximiser la marge de transformation.

La méthode utilisée est la méthode des impasses. Les impasses de liquidité sont définies par les différences entre les encours du passif et de l'actif à une date donnée.

Nous distinguons les impasses statiques de liquidité et les impasses dynamiques.

La gestion « ALM » consiste à dresser les profils d'amortissement des ressources et des emplois. L'échéancier de recouvrement des emplois est ensuite corrigé pour tenir compte des impayés et des créances non recouvrées, ce qui permet d'obtenir un échéancier « réel » pour les emplois.

Les flux prévisionnels entrants et sortants, que sont les recouvrements des redevances relatives aux financements accordés par Maroc Leasing et les remboursements des différents emprunts contractés par Maroc Leasing, sont alors confrontés. Cette confrontation permet de calculer les impasses « statiques » de liquidité.

La nouvelle production est ensuite intégrée pour un horizon de gestion donné et les impasses « dynamiques » recalculées, puis les besoins de refinancement prévisionnels déterminés.

#### **5.2.2 Risque de taux**

Quant au risque de taux d'intérêt, il se définit comme le risque de voir les résultats affectés défavorablement par les mouvements des taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt reflète généralement l'inadéquation entre les éléments de l'actif et ceux du passif en termes de référence de taux et de durée.

L'activité de Maroc Leasing consiste à se financer auprès du secteur bancaire ou sur le marché obligataire pour octroyer des crédits-baux mobilier et immobilier. Les taux de financement et les taux de sortie constituent les éléments centraux dans la formation de ses résultats, et leur différentiel conditionne sa rentabilité.

Du côté des ressources de Maroc Leasing, la majeure partie des lignes de financement sont à taux fixes. Elles sont composées généralement de crédit moyen terme et d'emprunts obligataires. Ces lignes de financement ont une maturité initiale de 5 à 7 ans.

Du côté des emplois, les CBM et CBI ont une maturité moyenne respectivement de 48 et 120 mois. Le taux d'intérêt est fixe pendant les 5 premières années avec la possibilité de le réviser toutes les 5 années durant la durée du contrat.

### **5.3 DISPOSITIF DU RISQUE OPERATIONNEL**

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en place par Maroc Leasing vise à identifier l'ensemble des sources de risques majeurs en vue de les couvrir (fraude interne, fraude externe, pratiques en matière d'emploi et sécurité sur le lieu de travail, clients, produits, pratiques commerciales, dysfonctionnements de l'activité et des systèmes, exécution livraison et gestion des processus).

Le dispositif mis en place cherche à répondre aux recommandations de BAM et aux pratiques préconisées par les accords du Comité de Bâle. Globalement, il s'inscrit dans un système d'amélioration continue

Afin de renforcer la maîtrise des risques opérationnels, Maroc Leasing veille à :

- Alimenter et mettre à jour la cartographie des risques ;
- Constituer une base de données des incidents opérationnels ;
- Mettre à jour les procédures de suivi et de contrôle des différents risques identifiés ;
- Adopter des mesures destinées à réduire les risques.

#### **5.3.1 CARTOGRAPHIE DES RISQUES OPERATIONNELS**

La démarche de revue de la cartographie des risques opérationnels s'appuie sur le référentiel interne des processus notamment un découpage des activités et la réalisation des travaux d'analyses d'impacts à dire d'expert avec les responsables des entités afin de valider les risques inventoriés.

L'évaluation de ces risques s'effectue selon le paramètre de la fréquence et celui de l'impact suivant une grille de score. Les dispositifs de maîtrise de risques sont appréciés par rapport à leur pertinence et leur applicabilité selon trois niveaux : satisfaisant, à renforcer ou insatisfaisant.

Le niveau de maîtrise de ces risques se fait via la mise en place d'actions préventives et / ou correctifs faces aux risques majeurs identifiés.

Maroc Leasing dispose de deux outils de gestion de risques opérationnels :

- L'outil GRC qui sera la plateforme privilégiée pour les déclarations des incidents et le suivi des risques opérationnels ainsi que le suivi des plans d'action ;
- L'outil Efront déployé par le Groupe Banque Populaire pour la déclaration des incidents.

L'année 2024 a été marquée par la mise à jour de la cartographie des risques de plusieurs processus.

### **5.3.2 COLLECTE DES INCIDENTS**

Le système de collecte des incidents liés aux risques opérationnels se base sur un mécanisme déclaratif géré en temps réel grâce à un applicatif dédié. L'animation des acteurs du processus de collecte permet d'améliorer la qualité des déclarations et d'avoir une meilleure visibilité sur le profil risque de chaque processus.

La collecte des incidents opérationnels courant l'exercice 2024 a permis de :

- Définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées ;
- Acquérir une meilleure connaissance des vulnérabilités ;
- Renforcer la sensibilisation et la vigilance au risque opérationnel au sein de Maroc Leasing.

### **5.3.3 SUIVI DES ACTIVITÉS EXTERNALISÉES**

Maroc Leasing apprécie le niveau d'exposition des risques opérationnels liés aux activités critiques confiées aux prestataires externes à travers des grilles d'évaluations. Les typologies de risques liées sont :

- Risque juridique ;
- Risque de divulgation d'informations internes ;
- Risque lié à la protection des données à caractère personnel ;
- Risque de non performance ou de défaillance du prestataire ;
- Risque d'image ou de réputation ;
- Risque de concentration d'activités externalisées.

L'année 2024, a été marquée par la mise en place de la charte relative au suivi des activités externalisées, ainsi qu'une nouvelles grilles d'évaluation.

### 5.3.4 DISPOSITIF DE GESTION DU PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE

Le plan de continuité d'activité de Maroc Leasing, a pour objectif une gestion adaptée, cohérente, synchronisée et efficace des situations qui pourront affecter tout ou partie des entités de l'établissement. Il permet de minimiser les effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques. Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations de services essentielles puis la reprise planifiée des activités.

Le dispositif relatif au plan de continuité d'activité se détaille comme suit :

- Plan de secours métier définissant les activités critiques ;
- Cartographie et scénarios de sinistres ;
- Procédures de gestion de crise ;
- Procédures en mode dégradé ;
- Plan de Communication ;
- Plan d'hébergement des utilisateurs avec les solutions de repli retenues, et les procédures de reprise ;
- Plan de secours informatique (PSI) permettant la reprise des activités dans les délais ;
- Plan de formation et sensibilisation du personnel sur l'exercice d'évacuation.

L'année 2004 a été caractérisée par la réalisation du Test PSI :

- Périmètre : applicatifs métiers (EKIP 360 et EBS)
- Résultat du test :
  - ✓ L'exercice a été concluant,
  - ✓ L'exercice a mis en évidence la bonne maîtrise des intervenants devant une situation critique, leur réactivité à gérer des incidents de reprise.
  - ✓ Les délais d'arrêt et de reprise relevant de la responsabilité de Maroc Leasing ont été améliorés par rapport à ce qui était prévu initialement suite à une meilleure maîtrise du système.

## **6 DISPOSITIF DU CONTROLE PERMANENT**

Le contrôle permanent est constitué de l'ensemble des dispositifs qui permettent de fournir une assurance raisonnable quant à la maîtrise des risques selon leur niveau d'acceptation. Le dispositif du contrôle permanent est adapté à son activité, à sa taille, à la complexité et à l'importance des risques que les activités du périmètre génèrent.

Le contrôle permanent vérifie le respect des règles de gestion, l'existence, la permanence et la pertinence des contrôles.

Le contrôle permanent procède à des contrôles permanents de deuxième niveau. Il centralise et analyse les résultats des contrôles, et produit périodiquement des reportings à destination du Groupe, Direction Générale et Comté d'Audit & des Risques.

L'année 2024 a été marquée par la mise en place d'une nouvelle démarche de contrôle permanent qui se base sur les risques.

Le plan de contrôle de 2025, s'est basé essentiellement sur la cartographie des risques opérationnels ainsi que les incidents déclarés, et 73 points de contrôle ont été répertoriés qui couvrent la majorité des processus.

## **7 DISPOSITIF DE CONFORMITÉ**

### **7.1 RISQUES DE NON-CONFORMITE**

Le risque de non-conformité est défini comme le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, assorti de pertes financières significatives ou d'atteinte à la réputation, qui naissent du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, nationales ou internationales directement applicables ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques.

### **7.2 MISSION DE LA CONFORMITE**

La fonction conformité conseille et assiste l'ensemble des collaborateurs de Maroc Leasing pour prévenir d'éventuels risques de non-conformité dans l'exercice de leurs différents métiers, mais aussi pour identifier et gérer les nouveaux risques réglementaires et les risques émergents de non-conformité. Elle se positionne comme un acteur clé de la mise en œuvre opérationnelle des

principes énoncés dans le Code de conduite de Maroc Leasing, lesquels sont déclinés, pour ce qui concerne la conformité, dans les politiques et procédures de conformité de Maroc Leasing.

Le périmètre de la direction conformité repose essentiellement sur les principaux risques suivants, notamment :

- la sécurité financière : englobe les sujets de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la connaissance client et le respect des règles relatives aux sanctions internationales et embargos ainsi que les déclarations de soupçons auprès des autorités réglementaires.
- les risques réglementaires : La déontologie et l'éthique professionnelle qui englobe les sujets relatifs aux règles de bonne conduite, la gestion de conflit d'intérêt, la prévention contre la corruption et la protection des données à caractère personnel, le respect des réglementations des régulateurs ainsi que sur la responsabilité sociale et environnementale.
- la protection des données dont les données personnelles et en particulier celles des clients.

### **7.3 SECURITE FINANCIERE**

Maroc Leasing est engagée à soutenir les efforts nationaux et internationaux de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Elle accorde une grande importance à l'application rigoureuse de la réglementation, en respectant les recommandations des autorités marocaines (Bank Al-Maghrib, l'ANRF et le CNASNU, Ect...), et participe pleinement à l'action de prévention en mettant en place une surveillance et une vigilance continue, ainsi qu'un programme de formations et sensibilisations spécialement élaborés pour cette finalité.

Le dispositif de vigilance de Maroc Leasing se base sur l'obligation de connaissance des clients (titulaires et mandataires) et des bénéficiaires effectifs, non seulement à l'entrée en relation mais également tout au long de la relation de l'affaire. Il fait preuve d'un engagement constant à l'égard des opérations réalisées par les clients et apprécie le caractère normal des transactions réalisées. En cas de doute, un dispositif d'alerte a été instauré permettant aux instances habilitées d'être au courant de toutes les transactions suspectes et procéder aux déclarations de soupçons.

Au cours de l'année 2024, Maroc Leasing a complété et adapté son dispositif en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT), afin de prendre en compte les nouvelles exigences issues des textes et rapports émanant d'autorités nationales et

internationaux. Ainsi, le dispositif de LCB-FT de Maroc Leasing est composé notamment des éléments suivants :

- ✓ un dispositif adapté à la structure et aux activités de Maroc Leasing ;
- ✓ une connaissance approfondie et actualisée de la relation d'affaires, avant l'entrée en relation et tout au long de la relation d'affaires ;
- ✓ une approche par les risques permettant une classification des clients en fonction des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme identifiés ;
- ✓ un dispositif de criblage des bases clients et de filtrage en temps réel des transactions, reposant sur des outils automatisés ;
- ✓ un dispositif de surveillance et de contrôles permanent de conformité LCB-FT;
- ✓ la transmission en interne des alertes et des soupçons auprès de la fonction conformité pour procéder aux déclarations de soupçon ;
- ✓ un dispositif de formation en présentiel et en E-learning au profit des collaborateurs.

Ce dispositif repose notamment sur des mesures de contrôle des bases clients et de filtrage des transactions qui permettent d'identifier en permanence toute personne ou entité visée par des sanctions financières, en particulier des restrictions relatives à l'accès au financement bancaire.

Maroc Leasing a également poursuivi le renforcement de ce dispositif avec notamment la mise en œuvre de nouvelles évolutions de ses outils et listes de filtrage qui ont permis de renforcer l'alignement des paramétrages de ces outils et la qualité des bases de données traitées.

#### **7.4 DEONTOLOGIE ET ETHIQUE**

La Fonction Conformité est en charge de la gestion du dispositif d'éthique et de déontologie de l'établissement. Elle s'assure de la diffusion du code de déontologie et d'éthique, formalise les principes généraux de conduite en vigueur au sein de l'établissement et fixe des lignes directrices à tous les collaborateurs concernant les comportements attendus dans l'exercice de leurs fonctions et responsabilités.

Maroc Leasing veille au respect des règles de déontologie professionnelle ainsi qu'aux obligations réglementaire des autorités de marché de capitaux. Elle produit des rapports semestriels définis par les autorités en matière d'éthique et de déontologie et organise des actions de sensibilisations et formations pour les collaborateurs et dirigeants.

## **7.5 LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

Maroc Leasing applique une politique de "Tolérance zéro" en matière de corruption, en raison de l'atteinte grave à l'éthique et du risque réputationnel et financier qu'elle représente pour Maroc Leasing.

En 2024, Maroc Leasing a renforcé certaines règles et procédures de son dispositif de conformité afin de les mettre au niveau des meilleurs standards en matière de prévention de la corruption, une nouvelle politique de lutte contre la corruption, un programme de formation et un dispositif d'alerte ont été instaurés.

Le dispositif anti-corruption comprend :

- ✓ une cartographie des risques de corruption;
- ✓ des normes et procédures ;
- ✓ un dispositif d'alerte ;
- ✓ un dispositif de formation.

## **7.6 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Maroc Leasing adopte les mesures adéquates pour assurer la conformité de son dispositif de protection des données à caractère personnel dont elle possède les données (clients, prospects, collaborateurs ...). Elle s'engage à prendre toute les précautions techniques et opérationnelles pour empêcher l'altération ou la divulgation inopportune de ces données, notamment celles communiquées par des tiers et qui pourraient nuire à leurs intérêts en cas de publication.

Maroc Leasing dispose de l'ensemble des autorisations accordées par la CNDP pour le traitement des données à caractère personnels, d'un registre de données et de modes opératoires pour les processus clés notamment pour le traitement des fuites de données, ainsi que l'exercice de droits par les personnes concernées.

## **7.7 TRAITEMENT DES RECLAMATIONS CLIENTS**

La gestion des réclamations est un enjeu majeur pour notre institution qui s'engage à respecter et protéger les intérêts de ses clients. C'est dans esprit, et au cours de l'exercice 2024, Maroc Leasing a mis en place un dispositif de gestion des réclamations bien structuré lui permettant de recueillir, analyser, traiter et résoudre les plaintes des clients de manière efficace. Son objectif est d'améliorer la satisfaction client, de renforcer la fidélisation et d'identifier les axes d'amélioration.

Le dispositif permet de garantir une information en temps réel à travers une plateforme dédiée à ses clients abonnés, une transparente en terme d'information sur les modalités de traitement des réclamations, et une communication aux instances de gouvernance sur les délais de traitement, ainsi que des plans d'actions associés à chaque réclamation.

La gestion des réclamations au sein de Maroc Leasing est gérée conformément à une procédure dédiée permettant d'assurer un traitement efficace et satisfaisant des plaintes des clients, et ce, conformément à la circulaire 10/w/2016 de Bank Al-Maghrib.

## 8 GOUVERNANCE DU SYSTEME D'INFORMATION

Dans un environnement en constante évolution, marqué par la transformation digitale et la diversification des usages technologiques, Maroc Leasing a pleinement intégré la dimension stratégique des systèmes d'information. Consciente des enjeux liés à l'innovation, à l'agilité opérationnelle et à la performance économique, l'entreprise a renforcé le positionnement de sa Direction des Systèmes d'Information (DSI) en tant que levier central de sa transformation digitale. Cette orientation permet d'accompagner de manière proactive les besoins métiers, tout en assurant l'intégration continue de technologies émergentes au service de la performance globale.

Le système d'information de Maroc Leasing s'articule autour de plusieurs plateformes intégrées, couvrant à la fois les besoins du back-office et du front-office.

### ❑ Backoffice

Le cœur du système repose sur une suite d'outils permettant de piloter efficacement l'ensemble des opérations internes :

- **ERP Métier** : une solution ouverte et intégrée permettant la gestion complète du cycle de vie des contrats de leasing, appuyée par un système de workflows automatisés.
- **ERP Comptable** : couvre la comptabilité générale, la gestion de la trésorerie, les rapprochements bancaires, les immobilisations, les fournisseurs d'exploitation, ainsi que la communication réglementaire.
- **Gestion Électronique de Documents (GED)** : pour la dématérialisation et la centralisation documentaire.
- **CRM** : pour la gestion de la relation client et le suivi commercial.
- **Solution de Lutte Contre le Blanchiment d'Argent (LAB).**
- **Outils de Scoring et de Notation.**

- **Solution GRC** : dédiée à la gouvernance, la gestion des risques et la conformité réglementaire.

#### □ **Front office**

Afin de renforcer l'accessibilité, la réactivité et la qualité de service, plusieurs interfaces sont mises à disposition :

- **Portail Partenaires "Wajiha"** : permet aux partenaires d'effectuer des simulations, de soumettre des propositions en ligne, de suivre leurs portefeuilles clients et de bénéficier d'un reporting en temps réel.
- **Espace Client** : offre un accès direct à toutes les informations liées aux contrats (consultation, édition, échéanciers, factures, SAV, réclamations...).
- **Application Mobile Commerciale** : déployée sur tablette, elle permet aux équipes commerciales de gérer leurs propositions, de réaliser des simulations et de suivre leurs portefeuilles.

La gouvernance du système d'information est désormais un impératif pour conduire et faire évoluer le SI en accord avec les parties prenantes. Pour cela, Maroc Leasing a mis un ensemble de mesures pour assurer une bonne gouvernance IT :

- Un comité de suivi IT qui se tient chaque trimestre pour avoir une visibilité de l'avancement du portefeuille global des projets, centraliser et qualifier les nouvelles demandes métiers, décider & arbitrer ;
- Un comité de sécurité SI qui se tient sur une fréquence semestrielle ;
- Une charte de sécurité SI ;
- Des audits de sécurité et des tests d'intrusion réalisés en collaboration avec des prestataires spécialisés en la matière ;
- La sensibilisation des utilisateurs sur la cybercriminalité.

Consciente de l'importance stratégique des systèmes d'information dans la performance de l'entreprise, Maroc Leasing a instauré une gouvernance rigoureuse et structurée, visant à garantir la fiabilité, la sécurité et l'alignement du SI avec les besoins métiers. Dans ce cadre, plusieurs dispositifs ont été mis en place :

- **Comité de Suivi IT** : réuni trimestriellement, il assure le suivi du portefeuille des projets, la priorisation des demandes métiers, ainsi que l'arbitrage des ressources et des actions.

- **Comité de Sécurité du SI** : tenu de manière semestrielle, il est dédié à la revue des enjeux de sécurité, au suivi des plans d'action et à la validation des dispositifs de protection.
- **Charte de Sécurité du Système d'Information** : diffusée à l'ensemble des collaborateurs, elle encadre les usages et définit les règles de sécurité à respecter.
- **Audits de sécurité & tests d'intrusion** : régulièrement réalisés en collaboration avec des prestataires spécialisés afin d'évaluer la robustesse des infrastructures et de détecter les vulnérabilités potentielles.
- **Campagnes de sensibilisation** : menées auprès des collaborateurs pour renforcer la culture de cybersécurité et prévenir les comportements à risque.
- **Renforcement de l'équipe gouvernance** : avec le **recrutement d'un Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI)**, entré en fonction en **octobre 2024**, pour piloter la stratégie de cybersécurité, accompagner la transformation digitale et veiller à la conformité réglementaire.

## 9 RAPPORT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

### 9.1 Informations environnementales

En tant qu'acteur significatif du financement de l'économie, Maroc Leasing a un rôle à jouer dans la transition vers un développement durable et a choisi depuis 2015 de renforcer ses ambitions en matière de responsabilité sociale et environnementale.

La RSE est à ce titre l'un des grands leviers transverses du plan stratégique de Maroc Leasing, au service d'une création de valeur pérenne.

La démarche environnementale et sociale permet de nourrir le dialogue stratégique avec les clients et d'accompagner leur propre transition vers un modèle plus durable, à travers le développement d'offres innovantes.

Maroc Leasing a adopté une démarche de responsabilité d'entreprise gérée à travers un Système de Gestion des Risques Environnementaux et Sociaux (SGES). Elle intègre les risques sociaux et environnementaux dans l'analyse des financements de projets.

Le SGES s'intègre dans la démarche globale d'évaluation des risques avant l'octroi des demandes de financement aux entreprises. Il impose à chaque étape la prise en compte des impacts environnementaux.

## 9.2 UN FINANCEMENT POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans un contexte énergétique en perpétuelle évolution, maîtrise des consommations énergétiques, financements innovants, autoconsommation, .... Maroc Leasing déploie des solutions de financement pour accélérer la transition énergétique des entreprises, leur permettant d'adopter des démarches efficaces et écoresponsables.

Maroc Leasing élargit sa plateforme de financement et met à la disposition de ses clients de nouvelles lignes de financement et développe ainsi son expertise dans le financement vert:

- **GREEN VALUE CHAIN**

Maroc Leasing a déployé un nouveau programme de financement vert, nommé GVC - Green Value Chain. Il s'agit d'un package de financement et d'accompagnement complet permettant de financer, de manière attractive, une large gamme d'investissements verts, entre autres les projets d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables à petite échelle, de gestion de l'eau, de traitements des déchets, d'économies d'énergies liées aux bâtiments.

Ce programme de financement permet aux entreprises marocaines de renforcer leur compétitivité et indirectement, celle de leurs écosystèmes (chaînes de valeur), et créer ainsi, une base industrielle décarbonnée et circulaire pour servir notamment le marché européen.

GVC bénéficie du soutien de l'Union Européenne, du Fonds Vert pour le Climat, du Compte Coréen pour l'Assistance Technique et la Coopération, et du Compte Spécial des Actionnaires de la BERD.

- **GREEN ECONOMY FINANCING FACILITY MOROCCO II - GEF II**

« GEF Morocco II » est une offre financière avantageuse pour faciliter le processus de mise en place d'une approche d'efficacité énergétique et gestion des ressources des entreprises marocaines afin de renforcer leur compétitivité.

Ce nouveau programme permet de financer des investissements verts des entreprises privées dans l'énergie durable, la conservation de l'eau, la réduction des déchets ou encore les technologies vertes et l'adaptation au changement climatique.

Cette nouvelle offre « One Shop Offer » se veut être une offre complète rassemblant en un seul produit, du financement leasing, une assistance technique gratuite pour les entreprises et une subvention à l'investissement éligible, financée par l'Union Européenne.

### 9.3 INFORMATIONS SOCIALES

Maroc Leasing a doté la fonction Ressources Humaines d'outils adaptés et évolutifs permettant d'accompagner le développement de l'entreprise avec efficacité. Une large place est accordée à la compétence et aux contributions individuelles et collectives.

Le recrutement au sein de Maroc Leasing fait l'objet d'une planification des besoins inscrite dans le cadre du PMT triennal et évaluée dans le cadre du processus budgétaire.

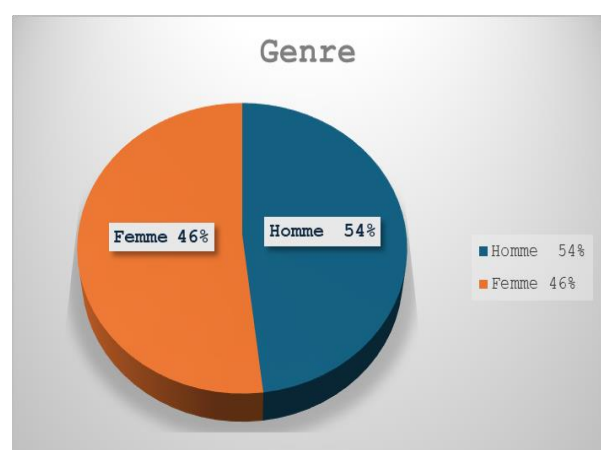
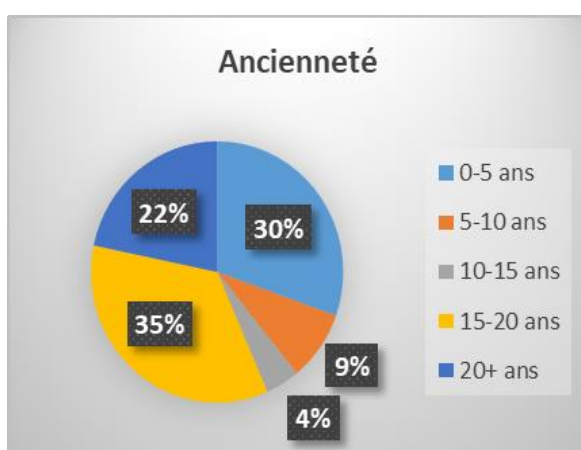
Maroc Leasing exige pour ses recrues des parcours en adéquation avec ses valeurs, tout en favorisant la diversité des profils et des sources de recrutement. Une attention particulière est portée à l'adéquation entre ses valeurs et celles incarnées par les candidats.

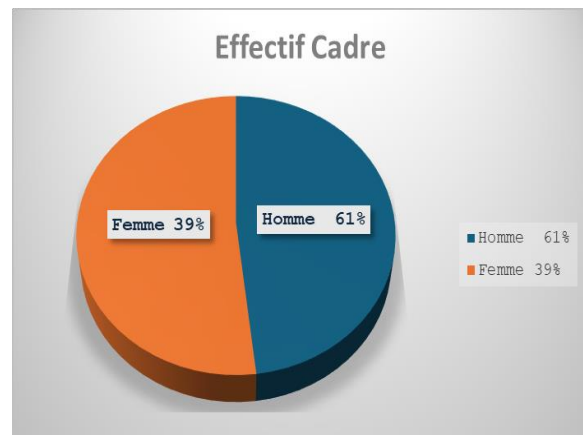
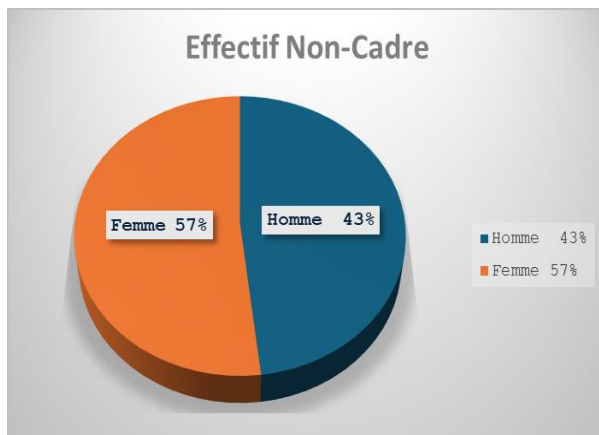
Sur le plan de gestion des carrières, Maroc Leasing place le capital humain au cœur de sa vision et son développement.

Sa politique de Gestion de carrière est fondée sur le développement des compétences, la responsabilisation et la mise en place d'une culture de communication et de partage, visant à porter ses effectifs aux plus hauts niveaux d'expertise, grâce notamment à sa politique de formation.

Concernant les autres indicateurs sociaux, le personnel de Maroc Leasing est représenté par six délégués.

En 2024, Maroc Leasing compte un effectif de 115 personnes, ventilé comme suit :





Maroc Leasing place les enjeux de Diversité, Equité et Inclusion au cœur de sa stratégie et s'est fixée comme objectif de développer un environnement de travail respectueux et inclusif, qui capitalise sur la diversité de ses collaborateurs et permette à chacun d'être entendu et reconnu. Portée par la Direction Générale et incarnée au travers de sa politique RH, l'inclusion constitue pour Maroc Leasing une opportunité et un impact positif à plusieurs niveaux :

- ✓ De respect de ses obligations en matière de non-discrimination dans ses pratiques de recrutement et de gestion des ressources humaines ;
- ✓ D'innovation et de transformation grâce aux regards croisés et à l'expression des diversités de points de vue des collaborateurs,

Maroc Leasing agit en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et a mis en place à travers sa stratégie de recrutement une mixité et d'égalité professionnelle autour de 3 grands axes :

- ✓ La représentation des femmes dans les métiers les moins mixtes ;
- ✓ L'accès aux postes à responsabilités ;
- ✓ L'égalité salariale.

## 10 LISTE DES COMMUNIQUES DE PRESSE

COMMUNIQUES 2024
Indicateurs d'activité du 4ème trimestre 2023
Communication financière - Situation au 31 Décembre 2023
Avis de convocation à l'assemblée générale ordinaire du 10 Mai 2024
Communiqué de presse à l'assemblée générale mixte du 10 mai 2024
Informations vote 10 mai 24
Formulaire-vote-par-correspondance-ou-procuration-agm-du-10 Mai 2024
Rapport financier Annuel 2023
Ratios prudentiel à fin Déc et prévisionnels sur 18 mois
Détail du Vote de l'assemblée générale mixte 10 mai 2024
Communiqué poste Assemblée générale mixte 10 Mai 2024
Rapport spécial des commissaires aux comptes exercice de 2023
Indicateurs d'activité du 1er trimestre 2024
Communique de presse sur la nomination du Directeur Général
Ratios Prudentiels à fin juin 2024 et Prévisionnels sur 18 mois
Indicateurs d'activité du 2ème trimestre 2024
Communication financière au 30 juin 2024
Indicateurs d'activité du 3ème trimestre 2024

Pour consulter nos communiqués de presse :

[www.marocleasing.ma/Publication](http://www.marocleasing.ma/Publication)

## 11 ANNEXES : COMPTES SOCIAUX ANNUELS

### Bilan au 31 décembre 2024

ACTIF	31/12/2024	31/12/2023
<b>1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>	-	-
<b>2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés</b>	-	-
. A vue		-
. A terme		
<b>3. Créances sur la clientèle</b>	<b>9.387</b>	<b>9.509</b>
. Crédits de trésorerie et à la consommation	257	178
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers	33	45
. Autres crédits	9.097	9.286
<b>4. Créances acquises par affacturage</b>		
<b>5. Titres de transaction et de placement</b>		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
. Titres de propriété		
<b>6. Autres actifs</b>	<b>156.312</b>	<b>158.266</b>
<b>7. Titres d'investissement</b>		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
<b>8. Titres de participation et emplois assimilés</b>	<b>16.202</b>	<b>1.260</b>
<b>9. Créances subordonnées</b>		
<b>10. Immobilisations données en crédit-bail et en location</b>	<b>12.932.716</b>	<b>12.688.475</b>
<b>11. Immobilisations incorporelles</b>	<b>127.646</b>	<b>122.715</b>
<b>12. Immobilisations corporelles</b>	<b>17.199</b>	<b>15.600</b>
<b>Total de l'Actif</b>	<b>13.259.462</b>	<b>12.995.825</b>

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
<b>2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>10.275.587</b>	<b>9.963.415</b>
. A vue	579.352	434.281
. A terme	9.696.235	9.529.134
<b>3. Dépôts de la clientèle</b>	<b>50.756</b>	<b>61.398</b>
. Comptes à vue créditeurs	49.509	51.656
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme		
. Autres comptes créditeurs	1.247	9.742
<b>4. Titres de créance émis</b>	<b>709.771</b>	<b>812.270</b>
. Titres de créance négociables		
. Emprunts obligataires	709.771	812.270
. Autres titres de créance émis		
<b>5. Autres passifs</b>	<b>871.982</b>	<b>878.439</b>
<b>6. Provisions pour risques et charges</b>	<b>71.817</b>	<b>67.178</b>
<b>7. Provisions réglementées</b>	-	
<b>8. Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie</b>		
<b>9. Dettes subordonnées</b>	<b>120.056</b>	<b>120.061</b>
<b>10. Ecart de réévaluation</b>		
<b>11. Réserves et primes liées au capital</b>	<b>423.774</b>	<b>423.774</b>
<b>12. Capital</b>	<b>277.677</b>	<b>277.677</b>
<b>13. Actionnaires. Capital non versé (-)</b>		
<b>14. Report à nouveau (+/-)</b>	<b>352.738</b>	<b>287.440</b>
<b>15. Résultats nets en instance d'affectation (+/-)</b>	-	
<b>16. Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	<b>105.304</b>	<b>104.173</b>
<b>Total du Passif</b>	<b>13.259.462</b>	<b>12.995.825</b>

## Hors bilan

HORS BILAN	31/12/2024	31/12/2023
<b><u>ENGAGEMENTS DONNES</u></b>	<b><u>1.238.613</u></b>	<b><u>1.053.585</u></b>
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1.238.613	1.053.585
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
5. Titres achetés à réméré		
6. Autres titres à livrer		
<b><u>ENGAGEMENTS RECUS</u></b>	<b><u>1.347.569</u></b>	<b><u>1.121.768</u></b>
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	400.000	200.000
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	947.569	921.768
9. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
10. Titres vendus à réméré		
11. Autres titres à recevoir		

## COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

	31/12/2024	31/12/2023
<b>I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>4.096.724</b>	<b>3.989.734</b>
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	466	1.156
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	50	263
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
4. Produits sur titres de propriété	-	-
5. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	4.096.208	3.988.315
6. Commissions sur prestations de service	-	-
7. Autres produits bancaires	-	-
<b>II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>3.717.537</b>	<b>3.580.086</b>
8. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	387.741	369.675
9. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	2.218	1.495
10. Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	35.373	32.557
11. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	3.291.677	3.176.008
12. Autres charges bancaires	528	351
<b>III. PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>379.187</b>	<b>409.648</b>
13. Produits d'exploitation non bancaire	1.679	417
14. Charges d'exploitation non bancaire	-	-
<b>IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION</b>	<b>100.240</b>	<b>94.074</b>
15. Charges de personnel	56.030	52.976
16. Impôts et taxes	720	1.115
17. Charges externes	31.197	28.564
18. Autres charges générales d'exploitation	1.338	1.295
19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	10.955	10.124
<b>V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES</b>	<b>238.478</b>	<b>251.326</b>
20. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	149.133	167.483
21. Pertes sur créances irrécouvrables	37.880	33.902
22. Autres dotations aux provisions	51.465	49.941
<b>VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES</b>	<b>141.237</b>	<b>116.647</b>
23. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	94.532	84.545
24. Récupérations sur créances amorties	-	-
25. Autres reprises de provisions	46.705	32.102
<b>VII. RESULTAT COURANT</b>	<b>183.385</b>	<b>181.312</b>
26. Produits non courants	3.006	5.081
27. Charges non courantes	11.420	6.784
<b>VIII. RESULTAT AVANT IMPÔTS SUR LES RESULTATS</b>	<b>174.971</b>	<b>179.609</b>
28. Impôts sur les résultats	69.667	75.436
<b>IX. RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>105.304</b>	<b>104.173</b>
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>4.242.646</b>	<b>4.111.879</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>4.137.342</b>	<b>4.007.706</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>105.304</b>	<b>104.173</b>

## ETAT DES SOLDES DE GESTION

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31/12/2024	31/12/2023
1.+ Intérêts et produits assimilés	516	1.419
2.- Intérêts et charges assimilées	425.332	403.727
<b>MARGE D'INTERET</b>	<b>- 424.816</b>	<b>- 402.308</b>
3.+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	4.096.208	3.988.315
4.- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	3.291.677	3.176.008
<b>Résultat des opérations de crédit-bail et de location</b>	<b>804.531</b>	<b>812.307</b>
5.+ Commissions perçues	-	-
6. - Commissions servies	-	-
<b>Marge sur commissions</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
7.± Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
8.± Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
9. ± Résultat des opérations de change	-	-
10. ± Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
<b>Résultat des opérations de marché</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
11.+ Divers autres produits bancaires	-	-
12. - Diverses autres charges bancaires	528	351
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>379.187</b>	<b>409.648</b>
13. ± Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
14. + Autres produits d'exploitation non bancaire	1.679	417
15. - Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
16. - Charges générales d'exploitation	100.240	94.074
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>280.626</b>	<b>315.991</b>
17. ± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	92.481	116.840
18. ± Autres dotations nettes de reprises aux provisions	4.760	17.839
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>183.385</b>	<b>181.312</b>
<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>- 8.414</b>	<b>- 1.703</b>
19. - Impôts sur les résultats	69.667	75.436
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>105.304</b>	<b>104.173</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	31/12/2024	31/12/2023
<b>± RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>105.304</b>	<b>104.173</b>
20.+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	10.955	10.124
21.+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
22.+ Dotations aux provisions pour risques généraux	51.465	49.941
23.+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
24.+ Dotations non courantes	-	-
25. - Reprises de provisions	46.705	32.102
26. - Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	7	-
27. + Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
28. - Plus-values de cession des immobilisations financières	-	-
29. + Moins-values de cession des immobilisations financières	-	-
30. - Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
<b>± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>121.012</b>	<b>132.136</b>
31.- Bénéfices distribués	38.874	38.874
<b>± AUTOFINANCEMENT</b>	<b>82.138</b>	<b>93.262</b>

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	31/12/2024	31/12/2023
1.Produits d'exploitation bancaire perçus	4.290.429	4.401.904
2.Récupérations sur créances amorties		
3.Produits d'exploitation non bancaire perçus	4.685	5.498
4.Charges d'exploitation bancaire versées	425.860	404.078
5.Charges d'exploitation non bancaire versées	11.420	6.784
6.Charges générales d'exploitation versées	89.285	83.950
7.Impôts sur les résultats versés	76.934	51.230
<b>I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges</b>	<b>3.691.615</b>	<b>3.861.360</b>
<b>Variation de :</b>		
8.Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	11
9.Créances sur la clientèle	122	570
10.Titres de transaction et de placement	-	-
11.Autres actifs	1.954	56.394
12.Immobilisations données en crédit-bail et en location	- 3.829.906	- 4.361.751
13.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	312.172	430.819
14.Dépôts de la clientèle	- 10.642	1.908
15.Titres de créance émis	- 102.499	3.451
16.Autres passifs	- 6.457	55.352
<b>II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation</b>	<b>- 3.635.256</b>	<b>- 3.813.246</b>
<b>III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)</b>	<b>56.359</b>	<b>48.114</b>
17.Produit des cessions d'immobilisations financières		
18.Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
19.Acquisition d'immobilisations financières		
20.Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	17.485	9.240
21.Intérêts perçus		
22.Dividendes perçus		
<b>IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>- 17.485</b>	<b>- 9.240</b>
23.Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24.Emission de dettes subordonnées		
25.Emission d'actions		
26.Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27.Intérêts versés		
28.Dividendes versés	38.874	38.874
<b>V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>- 38.874</b>	<b>- 38.874</b>
<b>VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS		-			-	-
VALEURS RECUES EN PENSION - au jour le jour - à terme	<b>NEANT</b>					
PRETS DE TRESORERIE - au jour le jour - à terme						
PRETS FINANCIERS						
AUTRES CREANCES						
INTERETS COURUS A RECEVOIR						
CREANCES EN SOUFFRANCE						
<b>TOTAL</b>						

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE - Comptes à vue débiteurs - Créances commerciales sur le Maroc - Crédits à l'exportation - Autres crédits de trésorerie				0	0	0
CREDITS A LA CONSOMMATION				257	257	178
CREDITS A L'EQUIPEMENT						
CREDITS IMMOBILIERS				33	33	45
AUTRES CREDITS				9.097	9.097	9.286
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR						
CREANCES EN SOUFFRANCE - Créances pré-douteuses - Créances douteuses - Créances compromises						
<b>TOTAL</b>				<b>9.387</b>	<b>9.387</b>	<b>9.509</b>

## VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Encours total 31/12/2024	Encours total 31/12/2023
			financiers	non financiers		
<b>TITRES COTES</b> BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES OBLIGATIONS AUTRES TITRES DE CREANCE TITRES DE PROPRIETE (*)  <b>TITRES NON COTES</b> BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES OBLIGATIONS AUTRES TITRES DE CREANCE TITRES DE PROPRIETE	<b>NEANT</b>					
<b>TOTAL</b>			0	0	0	0

## VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
<b>TITRES DE TRANSACTION</b> BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES OBLIGATIONS AUTRES TITRES DE CREANCE TITRES DE PROPRIETE	0	0	0	0	0	0
<b>TITRES DE PLACEMENT</b> BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES OBLIGATIONS AUTRES TITRES DE CREANCE TITRES DE PROPRIETE	243	0	0	0	0	243
<b>TITRES D'INVESTISSEMENT</b> BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES OBLIGATIONS AUTRES TITRES DE CREANCE						

## DETAIL DES AUTRES ACTIF

Code ligne	Actif	Dirhams 1	Devises 2	Total 2024 3	Total 2023
<b>E100</b>	<b><u>INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES</u></b>				
E110	Instruments optionnels de taux d'intérêts achetés				
E120	Instruments optionnels de cours de change achetés				
E130	Instruments optionnels sur actions et indices boursiers achetés				
E140	Autres instruments optionnels achetés				
<b>E300</b>	<b><u>DEBITEURS DIVERS</u></b>	<b>153.701</b>		<b>153.701</b>	<b>151.448</b>
E310	<u>Sommes dues par l'Etat</u>	153.578		153.578	151.340
E330	<u>Sommes dues par les organismes de prévoyance</u>	-		-	-
E340	<u>Sommes diverses dues par le personnel</u>	57		57	-
E360	<u>Comptes clients de prestations non bancaires</u>	-		-	-
E390	<u>Divers autres débiteurs</u>	66		66	108
E391	Dépôts de garantie versés sur opérations de marché				
E392	Dépôts et cautionnements constitués	-		-	-
E393	Sommes diverses dues par les actionnaires et associés				
E394	Divers autres débiteurs	66		66	108
<b>E400</b>	<b><u>VALEURS ET EMPLOIS DIVERS</u></b>				
E410	Avoirs en or et métaux précieux				
E420	Stocks de fournitures du bureau et imprimés				
E430	Immobilisations acquises par voie d'adjudication				
E440	Immobilisations détenues dans le cadre de la promotion immobilière immobilière				
E450	Timbres				
E460	Autres valeurs et emplois divers				
<b>E500</b>	<b><u>COMPTES DE REGULARISATION</u></b>	<b>2.611</b>		<b>2.611</b>	<b>6.818</b>
E510	<u>Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan</u>				
E511	Contrepartie du résultat de change de hors bilan				
E512	Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan				
E513	Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan				
E520	<u>Comptes d'écarts sur devises et titres</u>				
E521	Ecarts de conversion sur devises non cotées				
E522	Ecarts de conversion sur devises avec garantie de change				
E523	Ecarts de conversion sur autres devises				
E524	Ecarts sur ventes de titres avec faculté de rachat ou de reprise				
E530	<u>Résultats potentiels sur produits dérivés de couverture</u>				
E531	Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées				
E532	Pertes potentielles sur opérations de couverture dénouées				

Code ligne	Actif	Dirhams 1	Devises 2	Total 2024 3	Total 2023
<b>E540</b>	<b><u>Charges à répartir sur plusieurs exercices</u></b>	<b>462</b>		<b>462</b>	<b>1.323</b>
E541	Frais préliminaires			-	
E542	Frais d'acquisition des immobilisations				
E543	Frais d'émission des emprunts				
E544	Primes d'émission ou de remboursement des titres de créance émis	-		-	-
E545	Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	462		462	1.323
<b>E550</b>	<b><u>Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc</u></b>				
<b>E560</b>	<b><u>Produits à recevoir et charges constatées d'avance</u></b>	<b>2.149</b>		<b>2.149</b>	<b>5.495</b>
E561	Produits à recevoir	209		209	19
E562	Charges constatées d'avance	1.940		1.940	5.476
<b>E570</b>	<b><u>Autres comptes de régularisation</u></b>				
E571	Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	-		-	-
<b>E900</b>	<b><u>Créances en souffrance sur opérations diverses</u></b>				
<b>T021</b>	<b>Total autres actifs</b>	<b>156.312</b>		<b>156.312</b>	<b>158.266</b>

## TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
<b>Participations dans les entreprises liées</b>									
CHAABI LLD	SERVICE ( LOCATION LONGUE DUREE )	31.450	1,4%	6.000	1.260	31/12/2024	152.817	21.895	0
<b>Autres titres de participation</b>									
Filiale en cours de création (*)	Société de Financement en Crédit-bail				14.942				
<b>TOTAL</b>		<b>31.450</b>		<b>6.000</b>	<b>16.202</b>		<b>152.817</b>	<b>21.895</b>	<b>-</b>

## IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotations au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotations au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
<b>IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT</b>										
	24.135.845	19.795.486	19.019.350	24.911.981	3.093.556	9.943.027	285.084	132.911	2.036.238	12.932.716
<b>CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORABLES</b>										
CREDIT-BAIL MOBILIER	14.842.829	6.381.703	5.500.829	15.723.703	2.732.712	7.416.272	79.767	-	320.326	7.987.105
- Crédit-bail mobilier en cours	655.613	3.243.433	3.137.931	761.115						761.115
- Crédit-bail mobilier loué	13.746.673	3.137.932	2.358.684	14.525.921	2.729.726	7.229.799	79.767	-	320.326	6.975.796
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	440.543	338	4.214	436.667	2.986	186.473				250.194
CREDIT-BAIL IMMOBILIER	7.861.875	1.243.036	1.359.176	7.745.735	360.844	2.526.755	135.951	38.379	911.731	4.307.249
- Crédit-bail immobilier en cours	529.301	551.400	691.636	389.065						389.065
- Crédit-bail immobilier loué	6.574.924	691.636	651.855	6.614.705	354.768	1.806.530	135.951	38.379	911.731	3.896.444
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation	757.650	-	15.685	741.965	6.076	720.225				21.740
LOYERS COURUS A RECEVOIR	22.937	4.900.236	4.905.473	17.700						17.700
LOYERS RESTRUCTURES	-	-	-	-						-
LOYERS IMPAYES	72.344	7.160.177	7.208.846	23.675						23.675
CREANCES EN SOUFFRANCE	1.335.680	110.334	45.026	1.401.168			69.366	94.532	804.161	596.987
<b>IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE</b>										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
<b>TOTAL</b>	<b>24.135.845</b>	<b>19.795.486</b>	<b>19.019.350</b>	<b>24.911.981</b>	<b>3.093.556</b>	<b>9.943.027</b>	<b>285.084</b>	<b>132.911</b>	<b>2.036.238</b>	<b>12.932.716</b>

## IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>184.086</b>	<b>11.539</b>	<b>-</b>	<b>195.625</b>	<b>61.371</b>	<b>6.608</b>		<b>67.979</b>	<b>127.646</b>
- Droit au bail	101.076	-	-	101.076					101.076
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	83.010	11.539	-	94.549	61.371	6.608		67.979	26.570
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>51.662</b>	<b>5.946</b>	<b>997</b>	<b>56.611</b>	<b>36.062</b>	<b>4.347</b>	<b>997</b>	<b>39.412</b>	<b>17.199</b>
- Immeubles d'exploitation	2.238	-	-	2.238					2.238
. Terrain d'exploitation	2.238	-	-	2.238					2.238
. Immeubles d'exploitation. Bureaux									
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction									
- Mobilier et matériel d'exploitation	30.351	1.667	997	31.021	26.028	2.568	997	27.599	3.422
. Mobilier de bureau d'exploitation	2.867	159	8	3.018	2.579	104	8	2.675	343
. Matériel de bureau d'exploitation	6.782	742	63	7.461	5.386	958	63	6.281	1.180
. Matériel Informatique	20.584	766	902	20.448	17.986	1.492	902	18.576	1.872
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	82	-	24	58	44	11	24	31	27
. Autres matériels d'exploitation	36	-	-	36	33	3	-	36	-
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	17.655	4.279	-	21.934	9.570	1.750	-	11.320	10.614
- Immobilisations corporelles hors exploitation	1.418	-	-	1.418	464	29	-	493	925
. Terrains hors exploitation	833			833				-	833
. Immeubles hors exploitation									
. Mobiliers et matériel hors exploitation									
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	585	-	-	585	464	29	-	493	92
<b>TOTAL</b>	<b>235.748</b>	<b>17.485</b>	<b>997</b>	<b>252.236</b>	<b>97.433</b>	<b>10.955</b>	<b>997</b>	<b>107.391</b>	<b>144.845</b>

## PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Date de cession ou de retrait	Libellé de la rubrique	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produits de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
2024	Plus ou Moins Values sur cessions des immobilisations données en crédit-bail	3.030.437	2.752.213	278.224	301.756	40.808	17.276

## DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		579.126			579.126	434.056
VALEURS DONNEES EN PENSION - au jour le jour - à terme						
EMPRUNTS DE TRESORERIE - au jour le jour - à terme		-	-	-	-	-
EMPRUNTS FINANCIERS		9.662.204			9.662.204	9.493.036
AUTRES DETTES		-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A PAYER		34.257	-	-	34.257	36.323
<b>TOTAL</b>		<b>10.275.587</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10.275.587</b>	<b>9.963.415</b>

## DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS			49.509		49.509	51.656
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME						
AUTRES COMPTES CREDITEURS			1.247		1.247	9.742
INTERETS COURUS A PAYER						
<b>TOTAL</b>			<b>50.756</b>		<b>50.756</b>	<b>61.398</b>

## TITRES DE CREANCES EMIS

Nature des titres émis	Caractéristiques				
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale	Taux	Mode de Remboursement
Obligations	5 août 2022	5 août 2027	100.000,00	3.18%(*)	IN FINE
Obligations	5 août 2022	5 août 2027	600.000,00	3.96%**)	IN FINE
<b>TOTAL</b>			<b>700.000,00</b>		

## DETAILS DES AUTRES PASSIF

Code Ligne	Passif	Dirhams 1	Devises 2	Total 2024 3	Total 2023
L100	<b><u>INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS</u></b>				
L110	Instruments optionnels de taux d'intérêts vendus				
L120	Instruments optionnels de cours de change vendus				
L130	Instruments optionnels sur actions et indices boursiers vendus				
L140	Autres instruments optionnels vendus				
L300	<b><u>CREDITEURS DIVERS</u></b>	756.500		756.500	785.108
L310	<b><u>Sommes dues à l'Etat</u></b>	357.044		357.044	371.202
L330	<b><u>Sommes dues aux organismes de prévoyance</u></b>	1.911		1.911	1.644
L340	<b><u>Sommes diverses dues au personnel</u></b>	4.491		4.491	4.379
L370	<b><u>Sommes diverses dues aux actionnaires et associés</u></b>	0		0	0
L371	Dividendes à payer	0		-	0
L372	Versements reçus sur augmentation de capital				
L373	Comptes courants d'associés créditeurs				
L374	Autres sommes dues aux actionnaires et associés				
L380	<b><u>Fournisseurs de biens et services</u></b>	180.953		180.953	188.607
L390	<b><u>Divers autres créditeurs</u></b>	212.101		212.101	219.276
L391	Dépôts de garantie reçus sur opérations de marché				
L392	Coupons sur titres de créances émis à payer				
L393	Titres émis amortis et non encore remboursés				
L394	Commissions à verser à Bank Al-Maghrib				
L395	Divers autres créditeurs	212.101		212.101	219.276
L500	<b><u>COMPTES DE REGULARISATION</u></b>	115.482		115.482	93.331
L510	<b><u>Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan</u></b>				
L511	Contrepartie du résultat de change de hors bilan				
L512	Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan				
L513	Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan				
L520	<b><u>Comptes d'écarts sur devises et titres</u></b>				
L521	Ecarts de conversion sur devises non cotées				
L522	Ecarts de conversion sur devises avec garantie de change				
L523	Ecarts de conversion sur autres devises				
L524	Ecarts sur ventes de titres avec faculté de rachat ou de reprise				
L530	<b><u>Résultats potentiels sur produits dérivés de couverture</u></b>				
L531	Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées				
L532	Gains potentiels sur opérations de couverture dénouées				
L540	<b><u>Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc</u></b>				
L550	<b><u>Charges à payer et produits constatés d'avances</u></b>	112.447		112.447	93.288
L551	Charges à payer	1.493		1.493	6.468
L552	Produits constatés d'avances	110.954		110.954	86.820
L560	<b><u>Autres comptes de régularisation</u></b>	3.035		3.035	43
L561	Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	3.035		3.035	43
<b>T022</b>	<b>Total Autres -Passif</b>	<b>871.982</b>		<b>871.982</b>	<b>878.439</b>

## PROVISIONS

PROVISIONS	Encours 31/12/2023	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2024
<b>PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:</b>	<b>1.895.233</b>	<b>285.084</b>	<b>132.911</b>	<b>-</b>	<b>2.047.406</b>
créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
créances sur la clientèle	243	-	-	-	243
titres de placement	10.926	-	-	-	10.926
titres de participation et emplois assimilés	1.054.717	215.718	38.379	-	1.232.056
Provisions pour dépréciation des immobilisations en crédit-bail et en location	829.347	69.366	94.532	-	804.181
<b>PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF</b>	<b>67.177</b>	<b>51.345</b>	<b>46.705</b>	<b>-</b>	<b>71.817</b>
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	58.955	30.345	45.277	-	44.023
Provisions pour risques généraux	-	-	-	-	-
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	8.222	21.000	1.428	-	27.794
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1.962.410</b>	<b>336.429</b>	<b>179.616</b>	<b>-</b>	<b>2.119.223</b>

## DETTES SUBORDONNEES

DETTES	MONTANT GLOBAL	NON APPARENTE	APPARENTES				31/12/2024	31/12/2023
			ETS.DE CRED & ASSIM	ESES FINANCIERES	ESES NON FINANCIERES	AUTRES APPARENTES		
DETTES SUBORDONNEES	120.056		120.056				120.056	120.061
DETTES SUBORDONNEES A DUREE DETERMINEE								
Titres subordonnés à durée déterminée								
Emprunts subordonnés à durée déterminée auprès des établissements de crédit								
Emprunts subordonnés à durée déterminée auprès des établissements de la clientèle								
DETTES SUBORDONNEES A DUREE INDETERMINEE	120.000		120.000				120.000	120.000
Titres subordonnés à durée indéterminée								
Emprunts subordonnés à durée indéterminée auprès des établissements de crédit	120.000		120.000				120.000	120.000
Emprunts subordonnés à durée indéterminée auprès des établissements de la clientèle								
INTERETS COURUS A PAYER	56		56				56	61

## CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2023	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2024
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale	27.768	-		27.768
Autres réserves	159.450	-		159.450
Primes d'émission, de fusion et d'apport	236.556			236.556
<b>Capital</b>				
Capital appelé	277.677			277.677
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires. Capital non versé				
<b>Report à nouveau (+/-)</b>	<b>287.440</b>	<b>65.298</b>		<b>352.738</b>
<b>Résultats nets en instance d'affectation (+/-)</b>				
<b>Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	<b>104.173</b>	<b>- 104.173</b>	<b>105.304</b>	<b>105.304</b>
<b>Total</b>	<b>1.093.064</b>	<b>-38.875</b>	<b>105.304</b>	<b>1.159.493</b>

## ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE	31/12/2024	31/12/2023
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES</b>	<b>1.238.613</b>	<b>1.053.585</b>
<b>Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés</b>		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>	<b>1.238.613</b>	<b>1.053.585</b>
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail	1.238.613	1.053.585
Autres engagements de financement donnés		
<b>Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés</b>		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
<b>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</b>		
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties données		
Engagements en souffrance		
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS</b>	<b>1.347.569</b>	<b>1.121.768</b>
<b>Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>400.000</b>	<b>200.000</b>
Ouvertures de crédit confirmés	400.000	200.000
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
<b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>947.569</b>	<b>921.768</b>
Garanties de crédits	947.569	921.768
Autres garanties reçues		
<b>Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers</b>	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-

## OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
<b>Opérations de change à terme</b>				
Devises à recevoir				
Devises à livrer				
Dirhams à recevoir				
Dirhams à livrer				
Dont swaps financiers de devises	<b>NEANT</b>	<b>NEANT</b>	<b>NEANT</b>	<b>NEANT</b>
<b>Engagements sur produits dérivés</b>				
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

## VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	13.022		13.022
Hypothèques	23.933.762	Immobilisations données en crédit-bail et en location	23.933.762
Autres valeurs et sûretés réelles			
<b>TOTAL</b>	<b>23.946.784</b>		<b>23.946.784</b>

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	NEANT	NEANT	NEANT
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
<b>TOTAL</b>			

## VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

EN DH	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
<b>ACTIF</b>						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés						
Créances sur la clientèle	15	139	136	-	-	290
Titres de créance	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	671.988	63.022	372.746	7.164.862	3.457.205	11.729.823
<b>TOTAL</b>	<b>672.003</b>	<b>63.161</b>	<b>372.882</b>	<b>7.164.862</b>	<b>3.457.205</b>	<b>11.730.113</b>
<b>PASSIF</b>						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	340.701	385.887	1.581.993	6.434.710	918.913	9.662.204
Dettes envers la clientèle				-		-
Titres de créance émis( EMPRUNT OBLIGATAIRE)				700.000		700.000
Emprunts subordonnés				120.000		120.000
<b>TOTAL</b>	<b>340.701</b>	<b>385.887</b>	<b>1.581.993</b>	<b>7.254.710</b>	<b>918.913</b>	<b>10.482.204</b>

## MARGE D'INTERET

	31/12/2024	31/12/2023
<b>INTETRETS PERCUS</b>	<b>516</b>	<b>1.419</b>
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	466	1.156
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	50	263
<b>INTETRETS SERVIS</b>	<b>425.332</b>	<b>403.727</b>
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	387.741	369.675
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	2.218	1.495
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	35.373	32.557
<b>MARGE D'INTERET</b>	<b>- 424.816</b>	<b>- 402.308</b>